



L'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

LE SENS POLITIQUE DES GREVES

L'U.E.C. avant son Congrès
(page 3)

La Bolivie à la croisée des chemins
(page 4)

Italie : débat sur l'unité organique
(page 5)

Wilson conclut un marché avec l'impérialisme
(page 6)

La révolution congolaise
(page 8)

L'ANNEE 1964 s'est achevée avec des grèves et des manifestations de mécontentement des masses travailleuses. L'année 1965 pourrait aussi commencer avec de grands mouvements, mais elle s'annonce surtout comme une année électorale, avec les élections municipales de mars et l'élection présidentielle fixée au mois de décembre.

La mafia qui est au pouvoir en France, en premier lieu le fondé de pouvoir de la banque Rothschild, prétend que les grèves de maintenant n'ont d'autres causes que les élections de demain. La réalité est que les travailleurs ont à défendre leurs conditions de travail et d'existence contre le patronat et le pouvoir aussi bien dans les luttes actuelles qu'à l'occasion des élections prochaines.

Nous ne reprendrons pas en détail les leçons des mouvements qui se sont produits dans le mois de décembre, leçons qui sont traitées dans d'autres articles de ce journal. La caractéristique première qui s'en est dégagée c'est l'intensité et l'ampleur du mécontentement qui sévit parmi les travailleurs. Ceux-ci, loin d'avoir été stimulés par leurs organisations, n'ont eu de leur part que des appels à des manifestations dépourvues de perspectives. Que faire pour obtenir satisfaction? Les organisations ne présentent aucun plan de bataille susceptible d'accroître la combativité des travailleurs et de les lancer avec confiance dans le combat.

Il est vrai que, sur un plan strictement syndical, les conditions de ce combat ne sont pas simples, en raison des disparités existantes : secteur privé et secteur public ; marché du travail inverse par rapport aux années passées ; industries en déclin et industries en expansion. Mais, cette disparité des conditions et, surtout, la menace qui pèse sur la conjoncture économique, rendent plus impérieuse l'unification du combat de la classe ouvrière sur le plan politique, car c'est là que se trouve, en fait, la solution effective aux difficultés économiques des travailleurs.

Sur ce plan, il y a une condition première — celle qui dépend de la classe

ouvrière elle-même — qui est excellente : depuis 1959, il existe dans la classe ouvrière un courant unitaire profond qui ne s'est pas manifesté spectaculairement, mais qui a été assez puissant pour forcer, par exemple, la direction socialiste de Guy Mollet non seulement à rompre avec de Gaulle, mais aussi à se tourner pour la première fois lors des élections de 1962, après quinze années de « guerre froide » dans la classe ouvrière, vers le Parti communiste.

Mais il n'en est plus de même en ce qui concerne les conditions qui dépendent de la politique des partis ouvriers traditionnels, comme on peut le voir notamment en prévision des élections de 1965.

Dans la direction socialiste coexistent bien pacifiquement deux politiques, l'une tournée vers la droite avec Defferre, l'autre tournée par nécessité vers le P.C.F., qui s'efforce de réaliser pour le premier tour des élections municipales ce que le Parti socialiste faisait habituellement entre les deux tours : obtenir le maximum d'élus en recueillant suivant les cas des voix à droite et des voix à gauche ; et qui voudrait obtenir les voix communistes pour Defferre sans engagements politiques de celui-ci.

Cette politique opportuniste à cheval sur deux options devrait aisément être tenue en échec par un parti qui dispose d'aussi fortes positions dans la classe ouvrière que le Parti communiste. Mais il lui faudrait pour cela avoir une toute autre politique que celle qu'il préconise et qui est, elle aussi, faite de la juxtaposition de deux éléments néfastes l'un et l'autre : d'une part, le P.C.F. se place sur un plan essentiellement électoral pour lutter contre le régime gaulliste et préconise de lui substituer une « démocratie véritable ». Depuis plusieurs années, la direction du P.C.F. a modifié la qualification de la « démocratie » sans parvenir à être précise... et plus attrayante, et pour cause car il s'agit d'un habillage de la démocratie bourgeoise tout simplement. D'autre part, la direction du P.C.F. fait assaut de nationalisme avec de Gaulle, principalement en matière de politique internationale.

L'aspect opportuniste de la politique du P.C.F. ne peut contribuer à l'unité d'action de la classe ouvrière : l'opportunisme ne peut que servir les opportunistes, et on peut être certain qu'à l'approche des élections on verra se manifester au sein du P.C.F. des courants qui voudront voter pour Defferre, en tout état de cause, sous prétexte de faire triompher la démocratie contre de Gaulle. Quant à l'aspect nationaliste, il ne peut avoir qu'un effet doublement nocif : il déprave la conscience ouvrière et il fera le jeu de de Gaulle auprès des couches les plus arriérées. Le résultat le plus immédiat de cette politique du P.C.F., c'est que la force potentielle dont dispose ce parti est rendue impuissante et ne parvient pas à contre-carer les manœuvres de la social-démocratie.

La seule politique qui puisse être efficace sur le plan des revendications immédiates et sur le plan de la lutte contre le régime gaulliste, c'est une politique de front unique sur un programme combinant les revendications immédiates avec des revendications de contrôle ouvrier, des revendications anticapitalistes, mobilisant les masses dans une lutte extraparlamentaire pour instaurer un gouvernement de front unique des organisations ouvrières qui aborderait la construction d'une société socialiste.

Les directions des grandes organisations ouvrières sont très loin d'une telle politique. Mais nous ne sommes ni en 1936 ni en 1945 ; la confiance envers les directions est entamée, une crise profonde secoue les partis ouvriers ; l'apathie politique n'est qu'un aspect de la situation actuelle auquel il faut ajouter non seulement les actions revendicatives dont personne ne peut nier l'importance, mais aussi une maturation de la pensée politique, notamment dans la jeunesse. A partir de tels éléments, il est possible d'agir mieux qu'au cours des années passées pour sortir le mouvement ouvrier de la confusion et du borborygme.

Pierre FRANK.

La diplomatie atomique

A pleines colonnes, la grande presse relate de jour en jour les péripéties de la « crise de l'OTAN ». Celle-ci apparaît pourtant d'autant plus difficile à suivre que chaque interlocuteur semble parler d'autre chose que celui qu'il contredit. Mais la question de fond est la suivante : les impérialistes alliés n'ont-ils plus les mêmes objectifs ?

Pour y répondre, il faut démystifier préalablement le vocabulaire des diplomates et journalistes, et d'abord le terme de « défense ». L'« Occident »

n'est menacé d'aucune agression militaire. Si cela pouvait ne pas paraître évident il y a quinze ans, quand le Pacte atlantique fut conclu, qui peut encore en douter aujourd'hui ? Les héritiers de Staline, Khrouchchev, puis la direction collégiale présidée par Kossyguine et Brejnev, ont défini mille fois leur stratégie : atteindre un niveau de production par tête d'habitant supérieur à celui des Etats-Unis comme moyen de convaincre la population des pays capitalistes de la supériorité du régime socialiste. Que cela soit une utopie et une renonciation dernière au rôle de direction du mouvement ouvrier, c'est vrai, mais c'est un autre problème. Les états-majors impérialistes, quant à eux, ne peuvent ignorer qu'ils n'ont rien à craindre à l'Est. Comme l'a dit le général Billotte : « Il n'y a pas péril en la demeure ».

Le problème allemand

Il y a toutefois l'abcès de Berlin qui, selon l'Express, sert de point de départ, à l'Ecole militaire, au thème du déclenchement de la guerre atomique pour 1970. Mais, en devenant chronique, cet abcès a plus tendan-

ce à se dessécher qu'à virer à la purulence. Et à qui fera-t-on croire que le fait que cette ville relève de la juridiction de l'une ou l'autre Allemagne vaille la destruction de l'Europe, et au delà. Il est vrai que, si Berlin est l'abcès, il faut étudier tout le corps malade. La division de l'Allemagne a renforcé, en République fédérale, le poids politique des réactionnaires, entraînant dans ce mouvement la social-démocratie, ainsi devenue la plus droitière du monde. Mais, inversement, la prospérité ouest-allemande joue contre le bellicisme. La division allemande, avec Berlin à sa charnière, sera toujours disponible pour servir de prétexte à une agression de l'Ouest contre l'Est. Mais cette possibilité est actuellement gelée par l'équilibre de la terreur.

L'essentiel du débat d'aujourd'hui est ailleurs. Il tient précisément au fait que même les Etats-Unis ne peuvent plus rêver de « refouler » la vague communisme et de rétablir le capitalisme dans les Etats ouvriers (sauf à Cuba). Toute leur stratégie réside dans la recherche de l'immobilisation du front de la Révolution. En Europe, ils n'ont pas aujourd'hui d'inquiétude à cet égard. Les problèmes y sont d'une autre nature, même en Allemagne.

L'impossible super-impérialisme

L'éloignement du danger a ramené à la surface les oppositions naturelles qui séparent les nations capitalistes. La concurrence pour le profit montre à nouveau son caractère impitoyable. Plus de dix ans après la dernière guerre, les Etats-Unis ont dominé totalement une Europe exsangue, quémandeuse et politiquement servile. Son redressement économique a détruit l'équilibre sur lequel avait été édifié le Pacte atlantique. Allemagne, Belgique, France, ont connu une prospérité telle que la dernière a pu, en 1963, soutenir le dollar en difficulté. Mais M. Bosquet a montré dans le *Nouvel Observateur* (n° 2) que cette prospérité des Etats européens n'était pas exclusive d'une colonisation par les capitaux américains qui les soumettent à une dépendance humiliante. De plus, les Etats-Unis, qui avaient dû assumer quasi seuls les frais de l'armement atlantique, voyaient d'un mauvais œil l'économie européenne en position de les concurrencer, en partie grâce à une moindre charge de ses

M. LEUVEN.

(Suite page 6)